



Fikre-cc. Freedom House

DANS LA PEAU DE CEUX QUI RISQUENT LA LEUR

Il s'étaient 1,2 million à demander l'asile dans l'UE en 2015. Que raconte ce chiffre ? Une vague ? Un flux ? Pire, une « invasion » ? Non, ce nombre ne dit rien de plus que ce que pourrait renseigner un compteur sur une ligne d'arrivée. Or, pour aborder la réalité de ce que certains nomment la « crise » des réfugiés, il faut commencer par changer de perspective. Avant toute chose, les migrations sont des départs.

1,2 million : Le nombre de réfugiés entrés en Europe en 2015 par terre ou par mer peut sembler très élevé¹. En 2014, le chiffre s'élevait à 280.000, pour 107.000 en 2013 et environ la même chose les années précédentes. Malgré cela, l'ensemble des réfugiés arrivés en Europe ces deux dernières années ne représentent que 0,25% de la population totale de l'UE, c'est-à-dire une proportion dérisoire comparée à celle de certains pays d'accueil comme le Liban (1,1 million de réfugiés, soit 25% de la population), la Jordanie (650.000 réfugiés, soit 10%) ou encore la Turquie (2,5 millions, soit 3%). Enfin, le nombre de réfugiés dans le monde est estimé à plus de soixante millions de personnes, réfugiés internes compris.

Un défi inédit ?

Par ailleurs, à l'échelle historique, ce « million européen » demeure dans des proportions similaires aux « vagues » précédentes, a fortiori si l'on considère que c'est l'ensemble de l'Union européenne qui a aujourd'hui vocation à accueillir, et non un groupe limité de pays voisins. 745.000 Kosovars avaient pris le chemin de l'exil en 1999, 700.000 réfugiés d'ex-Yougoslavie avaient rejoint l'Europe de l'Ouest en 1992, tandis que 500.000 Espagnols étaient entrés en France en 1939 suite à la défaite des républi-

cains face aux franquistes soutenus par Hitler et Mussolini².

Ce qui est nouveau pour l'Europe dans la vague actuelle, c'est la provenance diversifiée et extra-européenne d'une majorité de réfugiés, qui la place devant une question essentielle : peut-elle être autre chose qu'un espace économique ? Peut-elle incarner les idéaux de solidarité et d'accueil que les réfugiés lui prêtent en cherchant à y entrer ? Peut-elle assumer des responsabilités à l'échelle internationale ? Après l'élan médiatique de septembre 2015 et l'élan politique de l'Allemagne d'Angela Merkel, les portes se sont fermées une à une, pays après pays, mesure après mesure, jusqu'à l'accord communautaire avec la Turquie ce mois de mars 2016. Autrement dit, on en restera à peu de choses près au « million » de 2015, manière de régler le problème du point de vue des électors paniqués d'ici, manière de s'obstiner à ne pas voir la réalité des peuples et des drames qui se jouent là-bas. Mais de quels drames parle-t-on ? De quels là-bas ?

Un pays, trois pays, parmi d'autres

Les nationalités les plus représentées parmi les demandeurs d'asile en Europe ne sont pas un mystère : Syriens (29%), Afghans (14%) et Irakiens (10%). En Belgique, la proportion est à →

→ peu près semblable (26, 20 et 24%). L'Erythrée, la Somalie, le Soudan, le Pakistan, le Nigéria et le Kosovo font également partie des pays dont sont issus un grand nombre de réfugiés³.

La guerre en Syrie n'explique pas à elle seule la situation face à laquelle se retrouve l'Union européenne. Elle est cependant, et de très loin, le facteur central d'explication d'une augmentation si spectaculaire du nombre de personnes qui cherchent à trouver refuge en Europe. En cinq ans, l'aspiration populaire initiale à renverser une dictature s'est transformée en catastrophe humanitaire, morale et géopolitique. Le terrain syrien est aujourd'hui traversé par des enjeux politiques internes qui demeurent. Et ils sont nombreux : l'aspiration démocratique en réaction à la dictature du clan Assad (qui instrumentalise la mosaïque ethnique et confessionnelle pour se légitimer) ; des enjeux régionaux (soutiens de l'Iran et du Hezbollah côté Assad, soutiens turc et saoudien à une partie de l'opposition armée) et internationaux (coalition contre Daech, mais reculades occidentales et appui russe envers Assad). La

FAUT-IL DISTINGUER LES CAUSES DES MIGRATIONS ?

Les causes et raisons de quitter son « chez soi » pour aller s'installer ailleurs sont multiples. Elles peuvent relever de divers registres :

- Sécurité (guerres, conflits, instabilité politique...);
- Droits et discriminations (exclusion, exploitation, atteinte aux libertés fondamentales...);
- Socio-économique (pauvreté, misère, espoir de trouver où vivre mieux, plus dignement...);
- Climat et environnement (catastrophes naturelles, changement de l'environnement...);
- Soins de santé (structures inexistantes, difficulté d'accès...);
- Formation (structures insuffisantes, diplômes peu reconnus, accès difficile/interdit...);
- Liens sociaux (liens de parenté, liens affectifs...).

On remarque que ces différentes raisons, en général, se recoupent et se cumulent. Elles sont souvent liées entre elles (ex. : accès aux soins difficile en raison de politiques discriminatoires ; pauvreté liée à la désertification). De plus, on décide rarement de migrer pour une seule raison ; c'est l'accumulation des motifs qui amène à prendre cette décision.

On a tendance à distinguer, dans le discours commun, les causes socio-économiques des causes politiques, et à dire ou à penser que les causes politiques sont plus légitimes. En réalité, cette distinction est réductrice, car l'économique et le politique sont souvent étroitement liés (ex. : pauvreté liée à une guerre passée ; conflit dû à des inégalités exacerbées). De plus, elle est dangereuse, car elle délégitime les motivations économiques, alors que l'économique n'est pas nécessairement « volontaire » (on peut être forcé à émigrer pour survivre à la faim) et qu'au fond, toute migration a ses « bonnes » raisons, son sens. »

Source : *Les migrations dans le monde et les personnes migrantes en Belgique : quelques concepts*, analyse du Ciré, décembre 2012.

conséquence de ces multiples niveaux de tensions a été un interminable pourrissement de la situation, un abandon des peuples sur place au point d'aboutir à la plus grande crise humanitaire moderne. En Syrie même, « on estime à 13,5 millions le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire, dont des vivres, des soins de santé et des abris et 70% de la population n'a toujours pas un accès régulier à une eau potable saine »⁴. Dans les pays voisins, plus de quatre millions de Syriens sont également en besoin humanitaire urgent.

En Irak, après quelques années un peu plus stables, la situation s'est à nouveau dégradée depuis décembre 2013 et l'expansion de Daech dans le Nord-Ouest du pays. Le nombre de personnes qui nécessitent une assistance humanitaire a doublé en un an, dans un contexte où les plus graves violations des droits de l'enfant et des femmes sont en augmentation (massacres, esclavage, boucliers humains).

En Afghanistan, « malgré une décennie d'aide internationale et les récents progrès du processus de paix afghan, la pauvreté persiste, intensifiant la crise humanitaire caractérisée par les déplacements incessants, l'aggravation de l'insécurité et la généralisation de la malnutrition aiguë, alors même que les besoins vitaux sont insuffisamment financés »⁵.

Pays oubliés

Il serait nécessaire de décrire bien plus précisément à quoi peut ressembler la vie dans ces trois pays et dans bien d'autres encore dont on ne parle jamais. L'Erythrée par exemple, où la population subit depuis plus de vingt ans « un régime totalitaire, sans constitution, sans élections, sans état de droit (...), où il n'y a pas une armée, mais toute une société en armes, car à partir de 17-18 ans, tout homme ou toute femme doit réaliser un service militaire ou civil, de façon indéterminée. »⁶ Mais aussi le Nigéria, le Soudan, la République Démocratique du Congo (RDC), la Somalie, le Burundi, le Pakistan, le Yémen, pour ne citer que les contextes les plus tendus où sévit une violence armée, soudaine ou structurelle, directe ou larvée.

Mais dresser un catalogue des guerres en cours n'aurait pas de sens ici, d'autant que les autres causes de migrations ne sont ni moins légitimes, ni même toujours distinctes (voir encadré). Ce qui frappe, en réalité, quel que soit le pays laissé derrière soi, c'est de constater à quel point les raisons de partir sont compréhensibles, fondées, impérieuses. On ne risque pas sa peau pour rien. Une question s'impose alors :

pourquoi l'empathie semble-t-elle aujourd'hui si faible en Europe ? Pourquoi l'accueil des réfugiés n'est-il pas une évidence partagée ?

Black-out empathique : deux hypothèses

Le caractère plutôt soudain de la vague migratoire de l'été 2015 a d'abord eu un effet d'électrochoc de l'empathie - qui signifie littéralement « entrer dans ce qui est éprouvé ». Subitement, le peuple syrien se mettait à exister aux yeux des Européens ou, plutôt, sa souffrance devenait visible, comme innocentée par l'impact médiatique de la photo du petit Aylan (tandis qu'auparavant, une vague confusion tendait à assimiler la Syrie à une terre où n'auraient existé que la peste et le choléra). Par ailleurs, le phénomène de vague était explicable : saturation des pays voisins de la Syrie, diminution des aides internationales, intensification des largages de barils de TNT par le régime syrien sur des zones civiles urbaines, nouvelles zones, peuplées, de combats entre Daech et les forces kurdes⁷ ... Très rapidement toutefois, les opinions publiques se sont retournées. L'arrivée en masse de centaines de milliers de personnes en même temps, la constitution de « routes » de réfugiés, la diversité des origines, les images de foules sur les quais et aux frontières ont à nouveau flouté l'image : illusion d'« invasion », suspicion sur les intentions des réfugiés, méfiance identitaire... Black-out. Aveuglé par le nombre à l'arrivée, on ne prend plus la peine de distinguer la légitimité des départs là-bas. On se focalise sur l'ici.

Une seconde hypothèse est que notre empathie pourrait être perturbée, non seulement par la quantité des arrivants, mais aussi par la qualité de nos lunettes. Quelles grilles de lectures dominant quand nous parlons de la Syrie, de l'Irak, de l'Afghanistan ? Essentiellement deux : celle du terrorisme international, et celle de la géopolitique des ressources, en particulier des intérêts pétroliers en jeu au Moyen-Orient.

Pourtant, si ces deux éléments sont des clés de compréhension essentielles de certains conflits, ce n'est pas toujours le cas, et certainement pas selon un schéma reproductible à l'identique dans lequel les bons et les méchants, les agresseurs et les agressés, seraient toujours les mêmes. Ces questions mériteraient à elles seules une analyse approfondie. Quoi qu'il en soit de notre opinion ou de « théories » sur ces régions, il est probable que celles-ci finissent par « couvrir la voix des peuples », comme le signale le politologue Ziad Majed à propos des Syriens⁸. Habités à observer les tensions uniquement

sous l'angle géostratégique, ne sommes-nous pas devenus moins sensibles aux enjeux politiques internes, aux aspirations contrastées des sociétés civiles, aux luttes qu'elles mènent en propre, aux difficultés quotidiennes qu'elles traversent ? Sans parler des conflits où l'on n'identifie peu ou pas d'intérêt stratégique, qui s'éternisent en silence. Ainsi du Soudan, de l'Erythrée, de la Somalie, de la RDC, etc.

Penser la migration

L'empathie ne peut bien sûr pas remplacer l'analyse politique, mais elle est indispensable pour comprendre les migrations « de l'intérieur ». Afin que le concept d'asile ne s'effrite pas sous les yeux fatigués, voire complices, des électorats européens, il est donc nécessaire de porter notre regard sur les réalités concrètes, localisées, qui conduisent des millions de personnes à s'exiler. Le débat sur l'accueil, la répartition et l'intégration ne sera serein, et ne débouchera sur des mesures justes, que si on prend en compte les menaces vitales qui président aux exils. L'avenir de la migration, « l'impensé politique majeur de ce début de siècle » selon François De Smet⁹, son ampleur croissante, ne se construira pas sur un alignement de chiffres, d'idées et de stéréotypes. Il y faudra bien davantage. C'est-à-dire, disons-le sous forme de questionnement hésitant : sur ces questions comme sur d'autres, comment l'éducation populaire peut-elle s'enraciner dans une société mondialisée, inégalitaire et connectée, où l'information est aussi libérée que la désinformation ? Contrairement à ce que dit l'adage, poser la question, ce n'est pas encore y répondre.

Guillaume Lohest

1. <http://ec.europa.eu/eurostat/documents>
2. « Migrants, réfugiés, demandeurs d'asile en Europe : un afflux exceptionnel ? », France Culture, 4/09/2015.
3. Idem.
4. Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2016, Rapport des Nations-Unies.
5. Idem.
6. Interview sur France Culture, le 22.06.2015, de Sonia Le Gouillec, docteur en science politique, spécialiste de la corne de l'Afrique.
7. Matthieu Rey, « Pourquoi les réfugiés syriens arrivent-ils seulement maintenant en Europe ? » dans Orient XXI, 7 octobre 2015.
8. Ziad Majed, *Syrie, la révolution orpheline*, Sindbad/Actes Sud, 2014.
9. François De Smet, *La marche des ombres. Réflexions sur les enjeux de la migration*, Bruxelles, Espace de Libertés, 2015.

‘
**QUEL QUE SOIT LE PAYS
 LAISSÉ DERRIÈRE SOI, LES
 RAISONS DE PARTIR SONT
 FONDÉES. ON NE RISQUE PAS
 SA PEAU POUR RIEN.**
 ’

A lire...

Arthur Frayer-Laleix, *Dans la peau d'un migrant*, Paris, Fayard, 2015.
 Fabrizio Gatti, *Bilal Sur la route des clandestins*, traduit de l'italien par Jean-Luc Defromont, éd. Liana Levi, 2008.
 Ziad Majed, *Syrie, la révolution orpheline*, Sindbad/Actes Sud, collection L'Orient des livres, 2014.
 Pascal Manoukian, *Les Échoués*, Éditions Don Quichotte, 2015.